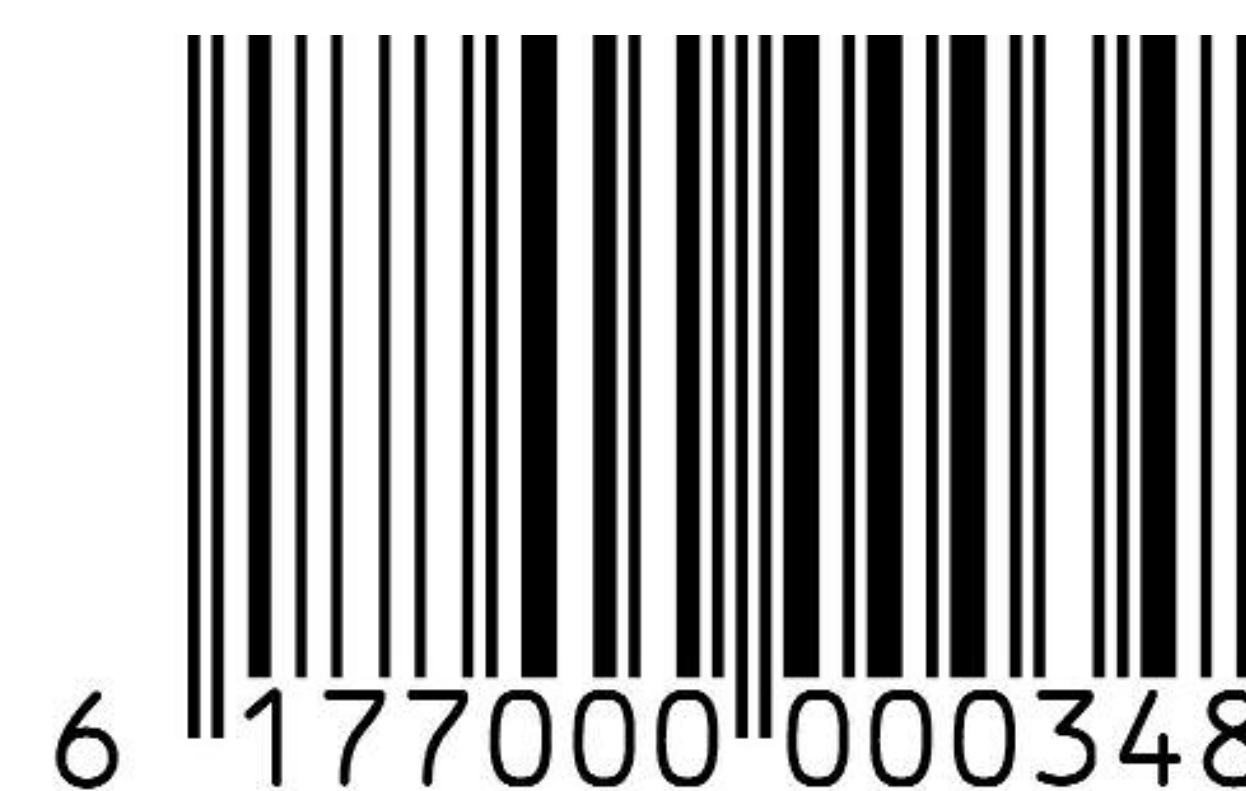




La Voix

du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

WHISKY EN SACHANT

Moratoire bientôt annulé



Les mouvements consuméristes FOCACO et COC viennent d'intenter auprès du tribunal administratif de Yaoundé, un recours contentieux en vue de l'annulation de l'Arrêté conjoint N°00404 /A /MINMIDT / MINCOMMERCE /MINSANTE du 31 octobre 2022 accordant un délai supplémentaire de quatre (04) ans à compter du 18 Décembre 2022 aux entreprises pour finaliser la migration du conditionnement des whiskies en sachets vers leur conditionnement en bouteille. En somme, 12 années de tolérance pour l'écoulement des stocks de ces liqueurs en sachet qui font des ravages sanitaires dans nos villes et campagnes.

Page 3

PARIS LA DÉFENSE

La FOCACO participe au Garden Parvis



Un événement d'engagements environnementaux pour adopter des bons gestes pour notre planète.

Page 4

ALERTE-MÉTÉO

La mise en garde du préfet Mboutou



Les prévisions signalent de fortes pluies diluviennes à Douala avec des risques d'inondations et d'éboulement.

Page 10

JEU TOMBOLA MTN

Page 2

Les gagnants ont-ils reçu des villas ou des maisons ?

CYBERCRIMINALITÉ

Mise en garde du groupe Afriland first bank sur l'usurpation d'identité de son Pdg



Dans un communiqué publié le 2 juillet 2023 par Simo Djom Maurice (porte-parole de Dr Paul K. Fokam, président directeur d'Afriland first bank), appelle à la vigilance des usagers sur les réseaux sociaux concernant l'usurpation d'identité du PDG.

Par Gabrielle Mekoui

Dans ce communiqué, le porte-parole Simo Djom Maurice apporte un démenti sur les informations diffusées par un cybercriminel depuis quelques temps. Selon le communiqué, le cybercriminel a créé de nombreux faux comptes sur divers réseaux sociaux avec pour nom officiel "Dr Paul K. Fokam". On peut ainsi observer "« Dr Paul K. Fokam » (LinkedIn), Dr Paul K. Fokam, @PaulKammogne (Twitter) et Dr Paul

K. Fokam (Facebook) et arborant des photos réelles de Dr K Fokam subtilisées sur la toile".

Ce délinquant d'un autre genre, invite des investisseurs à se joindre à lui pour des relations d'affaire avec de gros partenariats d'entreprises qu'il prétend avoir contracté à travers le monde (États-Unis, à Dubaï, au Canada, au Koweït, etc.). Tout ceci dans le but d'extorquer des sommes d'argent aux internautes et hommes d'affaires qui viendront à tomber dans son arnaque. Il les invite par ailleurs à le joindre via sa messagerie privée de LinkedIn.

Selon le porte-parole Simo Djom Maurice "... Dr K Fokam n'est pas l'auteur de ces publications qui incitent les utilisateurs des réseaux sociaux à engager des conversations privées dans le but présumé de nouer des partenariats d'entreprise.

Il va sans dire que l'usurpateur prendra avantage de la confidentialité du canal des conversations privées pour extorquer de fortes sommes d'argent à ses éventuels interlocuteurs sous prétexte de frais d'accès à des partenariats qui se révéleront in fine illusoires". Et il invite par la même occasion les usagers à doubler de vigilance et ne verser aucune somme d'argent à qui que ce soit peut importe les promesses. Il joint également les adresses mails valables

à toute fin utile (maurice_simo@afri-landfirstbank.com; mauricesimo@afri-landfirstgroup.com).

Pour rappel, afriland first bank, leader dans son domaine au Cameroun, est une institution bancaire de référence, crée en 1987, elle est devenue internationale au fil du temps au point de s'établir sur plusieurs continents en l'instar de l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Avec une clientèle variée de tout bord à travers le globe terrestre. Sans oublier ses nombreuses activités telles que le financement des opérations de trade finance des grandes entreprises et des petites et moyennes



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS
Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION
Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION
Fondation Camerounaise des Consommateurs

COMMERCIAUX
Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

CONCEPTION GRAPHIQUE
Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS
699 52 87 06
694 18 75 03

JEU TOMBOLA MTN

Les 14 gagnants ont-ils reçu des villas ou des maisons ?



La FOCACO a posé la question à plusieurs architectes et experts immobiliers. La réponse est sans appel : CE NE SONT PAS DES VILLAS !

En effet, selon ces professionnels cités ci-dessus, la villa est une maison avec un standing élevé : la qualité et le type de construction, les finitions, l'environnement (clôture, parking, jardin, éventuellement une piscine.....)

La villa se distingue de la maison

par ses grands espaces tant intérieurs qu'extérieurs. En effet, les jeux de volumes et le nombre de pièces sont plus imposants que dans une maison. Spacieuse, la villa possède quatre murs libres sans accollement ni vis-à-vis et ne loge qu'une seule famille.

La Fondation camerounaise des consommateurs (FOCACO) demande à l'opérateur de téléphonie mobile MTN Cameroun de clarifier sans délai cette situation tout en se réservant le droit d'engager des poursuites judiciaires pour les motifs de pratique commerciale



trompeuse et publicité mensongère.

Image 1: maison remise à chaque gagnant

image 2: Villa en 3 D présentée dans les publicités

Image 3: concession des 4 maisons à Douala remises aux gagnants.

WHISKY EN SACHANT

Moratoire bientôt annulé

Les mouvements consommateurs FOCACO et COC viennent d'intenter auprès du tribunal administratif de Yaoundé, un recours contentieux en vue de l'annulation de l'Arrêté conjoint N°00404 /A /MINMIDT / MINCOMMERCE /MINSANTE du 31 octobre 2022 accordant un délai supplémentaire de quatre (04) ans à compter du

18 Décembre 2022 aux entreprises pour finaliser la migration du conditionnement des whiskies en sachets vers leur conditionnement en bouteille. En somme, 12 années de tolérance pour l'écoulement des stocks de ces liqueurs en sachet qui font des ravages sanitaires dans nos villes et campagnes.

NSY
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE
YAOUNDE
GREFFE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
MINISTRY OF JUSTICE
ADMINISTRATIVE COURT YAOUNDE
COURT REGISTRY

CERTIFICAT DE DEPOT DE RECOURS

Je soussigné, **EVINDI Yves Sylvain**, Greffier en Chef du Tribunal Administratif de Yaoundé ;

Certifie avoir reçu du **Collectif des Organisations des Consommateurs du Cameroun (COC) et la Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO)**, représenté par **KALDJOB Simon** (porte-parole) et **AYISSI ABENA Alphonse** (Président National), ayant pour conseil Maître **ATANGANA Maurice**, Avocat au Barreau du Cameroun, Tél : 697 84 37 55, un recours daté du 30 mai 2023, enregistré au greffe du Tribunal Administratif de céans le 31 du même mois sous le numéro **1388**, aux fins d'annulation de l'arrêté conjoint n°00404/A/MINMIDT/MINCOMMERCE/MINSANTE du 31 octobre 2022 modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté conjoint n°000939/MINMIDT/MINCOMMERCE/MINSANTE du 18 décembre 2018 et complétant certaines dispositions de l'arrêté conjoint n°00601/MINMIDT/MINCOMMERCE/MINSANTE du 12 septembre 2014, rendant l'application obligatoire la norme des boissons spiritueuses NC 210 :2014-48.

En foi de quoi, le présent certificat de dépôt de recours est délivré pour servir et valoir ce que de droit./-

Yaoundé, le **31 MAI 2023**

Le Greffier en Chef

Evindi Yves Sylvain
Administrateur des Greffes



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Président de la FOCACO participe au Garden Parvis !



C'est un événement estival qui se tient du 29 JUIN au 29 JUILLET à l'esplanade de la Défense à Paris sur près de 6.000 m², au pied de la Grande Arche.

Paris La Défense ambition-

ne de devenir le 1er quartier d'affaires post-carbone de dimension mondiale avec des engagements environnementaux et sociaux concrets.

GARDEN PARVIS C'EST UN ÉVÉNEMENT ENGAGÉ :

-Une scénographie conçue avec des matériaux naturels & durables et à des partenaires engagés, labellisés et locaux

-De la récupération et réhabilitation des matériaux des années précédentes pour éviter les productions uniques et privilégier la location

-Une offre food sélectionnée selon des critères de responsabilité : produits en circuit court et des récipients alimen-

taires recyclables

Une meilleure gestion des déchets avec la mise en place du tri sélectif, une démarche circulaire et un écosystème associatif territorial qui privilégie la seconde main

-La promotion de valeurs de solidarité et de mixité en collaboration avec des associations locales et venues d'ailleurs.



PRÉVENTION SANTÉ

Les anti-inflammatoires ne sont pas des bonbons!

Plusieurs personnes atteintes de douleurs prennent constamment des anti-inflammatoires pour se soulager de ce mal...

Mais sans le savoir, la prise continue et excessive des anti-inflammatoires a des effets assez graves dans le corps. Lorsqu'on prend des anti-inflammatoires (AINS) leur rôle est d'arrêter les processus de gonflement et cela va soulager la douleur.

Mais ces anti-inflammatoires ne se limitent pas juste à interrompre les processus de douleur. Ils interrompent aussi le bon fonctionnement du corps.

♦Avec le temps, le fonctionnement de certaines parties du corps comme les reins, le cœur, le cerveau et beaucoup d'autres sont interrompus...

♦Ces parties subissent alors



malheureusement les effets indésirables des anti-inflammatoires. Ces effets sont assez fréquents et voici quelques uns des plus communs:

1/ Les anti-inflammatoires affectent le fonctionnement de l'estomac et causent au départ des brûlures dans l'estomac. Avec le temps, ces brûlures peuvent devenir de grosses blessures dans l'estomac entraînant le

perte de beaucoup de sang ce qui s'avère effectivement dangereux.

2/ Les anti-inflammatoires affectent également les reins. En effet, ils détruisent la structure des reins et cela entraîne une maladie grave des reins.

3/ Le cœur est également un organe cible par les anti-inflammatoires. Ce dernier n'arrive plus à bien distribuer le sang et

entraîne souvent une crise cardiaque. Les effets dangereux des anti-inflammatoires affectent également plusieurs autres parties du corps comme le foie, les intestins avec des effets à craindre... Il est fortement conseillé de toujours consulter votre médecin, pour chaque douleur persistante afin d'avoir une évaluation médicale aussi tôt. Car derrière de simples douleurs du dos par exemple peuvent cacher une maladie ou une cause encore plus grave!

• Pendant l'évaluation par votre médecin, vous allez faire de simple examen pour déterminer la cause du mal pour avoir un traitement adapté.

• Evitez également de vous faire masser le dos sans avoir consulté votre médecin car les massages dans certains cas augmentent les dommages aux structures du dos par exemple.

Dr Watsop Fabrice

"La France doit se pencher sur ses profonds problèmes de racisme"

L'ONU a demandé vendredi à la France de se pencher sérieusement sur les problèmes de racisme et de discrimination raciale au sein de ses forces de l'ordre, trois jours après la mort d'un adolescent tué par un policier.

"C'est le moment pour le pays de s'attaquer sérieusement aux profonds problèmes de racisme et de discrimination raciale parmi les forces de l'ordre", a déclaré Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, lors du point de presse régulier de l'ONU à Genève.

Nahel, 17 ans, a été tué mardi au volant d'une voiture lors d'un contrôle routier mené par deux motards de la police près de Paris. Après trois nuits d'émeutes un peu partout en France qui ont fait d'importants dégâts matériels, *"nous appelons les autorités à garantir que le recours à la force par la police pour s'attaquer aux éléments violents lors des manifestations respecte toujours les principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité, de non-discrimination, de précaution et*



de responsabilité", a souligné la porte-parole.

Mme Shamdasani s'est également dite préoccupée par les violences qui ont éclaté après la mort de ce jeune homme : nous comprenons qu'il y a eu beaucoup de pillages et de violences, par certains éléments qui utilisent les manifestations à ces fins, et qu'il y a eu un grand nombre de policiers qui ont également été blessés", a-t-elle dit.

Elle a souligné que c'est justement pour cette raison que *"nous demandons à toutes les autorités de veiller à ce que, même s'il y a clairement des éléments violents*

dans les manifestations, il est crucial que la police respecte à tout moment les principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité, de non-discrimination, de précaution et de responsabilité."

Les forces de l'ordre françaises ont procédé à 667 arrestations dans la nuit de jeudi à vendredi et au total, 249 policiers et gendarmes ont été blessés, selon les chiffres officiels.

Mme Shamdasani a rappelé que ce n'est pas la première fois que les forces de l'ordre françaises sont mise en cause parce qu'elle ciblent "de manière disproportionnée" cer-

taines minorités.

En décembre 2022, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a également exprimé *"sa profonde préoccupation face au recours fréquent aux contrôles d'identité, aux interpellations discriminatoires, à l'application d'amendes forfaitaires imposées par la police ou les forces de l'ordre"* et qui visent, selon le Comité, *"de manière disproportionnée"*, en particulier les personnes d'origine africaine, d'ascendance africaine ou arabe, les Roms, les gens du voyage et les non-ressortissants.

Plus récemment, le 1er mai de cette année, ce sont des Etats membres du Conseil des droits de l'homme qui ont exprimé leurs inquiétudes face aux violences policières et à la discrimination raciale en France.

Le Brésil et le Japon avaient critiqué *"le profilage racial"* par les forces de l'ordre. La Suède, la Norvège et le Danemark s'étaient inquiété des violences policières, tandis que le Luxembourg demandait à la France de repenser sa politique en matière de maintien de l'ordre.

Les premières statues de divinités étaient Noires

Inde :

Les premières statues du panthéon Indi-Kush étaient représentées avec une peau noire (Krishna, Kali etc.,) et avant que Bouddha ne ressemble à un Chinois, il nous ressemblait et était adoré comme tel dans toute l'Asie

Mexique :

La civilisation olmèque débute environ 3400 ans avant la naissance de Lumumba, c'est à dire des milliers d'années avant les Mayas et les Aztèques et les premières divinité étaient représentées avec une peau noire, comme par exemple Ixtlilton (Petit Noir) comparable à Bès

Égypte :

Tous les premiers Neteru étaient également représenté avec une peau Noire, de même, plus vous remontez dans l'histoire du Delta du Nil et plus les statues deviennent négroïdes.

Viet Nam :

Les premières statues du panthéon VietNamien étaient elles aussi représentées avec une peau très Noires comme par exemple Vishnu ou Champa, et à ce propos, les Chinois appelaient l'Empire Champa ou le peuple de Cham, maintenant connu sous le nom de VietNam; le pays des Hommes Noirs.



Thaïlande :

Les premières statues du Panthéon thaïlandais étaient aussi représentées avec une peau Noire et l'ancienne représentation de Bouddha avait une carnation très foncée et des traits Africoïdes

Grèce :

Les premières statues du panthéon Grec étaient représentées avec une peau Noire comme par exemple Afrodite, Heraklès et bien d'autres

Rome :

Beaucoup de divinités romaines importantes étaient aussi représentées avec une peau Noire comme par exemple Hermès ou Isis

Chine :

Même les premières statues du panthéon chinois étaient représentées dans le même moule Africoïde.

Russie :

Les premières représentations de la vierge et son Fils étaient noires,, Et ils étaient vénérés comme tels dans toute l'Europe jusqu'à ce que l'idée d'une suprématie blanche ne surgisse. La Russie et la Pologne adorent toujours les images originales même si peu à peu, le même phénomène de blanchiment gagne du terrain

Cambodge :

Angkor Wat est un temple qui a été construit au 12ème siècle par le roi khmer; Suryavarman et il est toujours considéré comme le plus grand monument religieux du monde

Les Chinois ont toujours décrit le peuple khmer comme des hommes Noirs de petite Taille, au nez plat avec des cheveux bouclés jusqu'à crépus dont l'empire s'étendait à son apogée; du sud de la Chine à la Thaïlande.

Dawidi Uchiwa
Akondanews.net

DOCUTHÈQUE

En Centrafrique, comment Wagner contrôle l'État et pille les ressources naturelles par la terreur (rapport)

En cinq ans de présence, la société militaire privée a réussi à infiltrer et à contrôler la chaîne de commandement militaire de la République centrafricaine ainsi que ses systèmes politiques et économiques. Un rapport détaille son mode opératoire qui repose sur des campagnes militaires extrêmement violentes qui visent à soumettre la population par la terreur.

Avec le soutien du président Faustin-Archange Touadéra, le groupe paramilitaire russe Wagner a pénétré le cœur du pouvoir en République centrafricaine et installé son emprise économique en répandant intentionnellement la terreur et la peur, selon un rapport publié le 27 juin par l'organisation d'investigation anti-corruption The Sentry, soutenue par l'acteur George Clooney.

Pour analyser le mode opératoire de cette société militaire privée, le rapport « *Architects of Terror The Wagner Group's Blueprint for State Capture in the Central African Republic* », s'appuie sur des photos, des images satellites, des vidéos et documents ainsi que sur des entretiens menés avec plus de 45 personnes, dont 11 membres des Forces armées centrafricaines (FACA) et de groupes armés déployés dans des opérations militaires gouvernementales, des victimes et des sources bien informées en matière de sécurité et de défense.

Tout a commencé par une rencontre secrète qui a eu lieu en octobre 2017 à Sotchi, en Russie, entre une délégation centrafricaine et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. À cette occasion, Moscou et Bangui ont discuté de trois composantes principales concernant l'engagement de la Russie en Centrafrique : un soutien politique, une assistance en matière de sécurité et des opérations minières.

À l'issue de la réunion, la décision a été prise d'envoyer en Centrafrique des instructeurs russes, appelés à cette époque « *spécialistes armés d'origine étrangère* ». Sewa Security Services, une société enregistrée en Centrafrique affiliée au groupe Wagner, a ainsi été créée en novembre 2017.

En janvier 2018, la Russie a livré à l'aide d'un avion militaire russe, la première cargaison d'armes en plus de cinq instructeurs militaires et 170 civils russes, qui se sont avérés être des mercenaires de Wagner. Le pays était alors ravagé par 20 ans de crises politico-militaires et de cycles de conflits armés sanglants pour lesquels l'ONU et les pays occidentaux ne parvenaient pas à apporter des solutions adéquates.

La tentative du coup d'Etat menée le



13 janvier 2021 par la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), une coalition de groupes armés dirigée par l'ancien président et putschiste François Bozizé, a marqué un tournant dans la stratégie militaire du groupe Wagner dans le pays. Les autorités russes ont annoncé le déploiement de 900 membres supplémentaires du groupe Wagner, avant de porter le nombre total des mercenaires à environ 2600 à fin 2021. Une armée parallèle d'environ 5000 hommes a été aussi constituée, formée et déployée contre les milices de la CPC et leurs sympathisants présumés. Certaines communautés comme les Gbaya et les Peuls ont été particulièrement ciblées par les FACA et les mercenaires du groupe Wagner.

La terreur comme arme de guerre

L'enquête de The Sentry, étayée par des rapports de l'ONU, a également révélé que la Russie avait livré des armes de guerre qui n'étaient pas apparues auparavant dans le conflit centrafricain, notamment des hélicoptères de combat, des avions, des véhicules terrestres, des drones de reconnaissance et des armes lourdes, y compris des canons de 14,5 mm.

Des sources bien informées ont aussi révélé que le groupe Wagner, dont les hommes ont « *activement participé aux opérations de combat sur le terrain* » utilisait des mines terrestres dans le pays. Les opérations militaires menées par les FACA et les mercenaires de Wagner se sont soldées par des attaques aveugles contre des civils perçus comme des ennemis de M. Touadéra et de la Russie. Un groupe d'experts de l'ONU a fait état « *d'exécutions sommaires massives, de détentions arbitraires, de violences sexuelles, de torture pendant les interrogatoires, de disparitions forcées, de déplacements forcés de la population civile, de ciblage indiscriminé d'installations civiles, de violations du droit à la santé et d'attaques croissantes contre les acteurs humanitaires* ».

L'évolution du mode opératoire de la

CPC vers la guérilla et la chute des effectifs de Wagner suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, ont poussé l'entourage proche de M. Touadéra et les mercenaires russes à former des milliers de miliciens.

Les instructeurs du groupe Wagner ont dispensé des formations militaires d'une durée comprise entre un à six mois qui comprenaient une formation aux armes à feu, du combat au corps à corps et des techniques d'espionnage, d'interrogatoire et de torture.

Un membre de la garde présidentielle qui a reçu cette formation a déclaré à The Sentry : « *Formation commando, formation interrogatoire, technique agressive, torture, violence. C'était un instructeur russe qui donnait la formation* ». Pour obtenir des informations sensibles de leurs ennemis, plusieurs soldats et miliciens entraînés ont expliqué qu'on leur avait appris à couper les mains, les doigts et les jambes ; arracher les ongles ; utiliser des couteaux pour couper la chair ; étrangler ; jeter du carburant et brûler des gens vivants ; organiser des enlèvements ciblés ; et plus.

Un vif intérêt pour les sites miniers

Alors que les commandants de Wagner et le président Touadéra ont justifié la présence du Groupe Wagner comme un moyen de traquer les groupes rebelles armés et de protéger le régime actuel, le rapport révèle que la société militaire privée russe avait pris le commandement et le contrôle des forces armées gouvernementales, leur ordonnant de tuer des femmes et des enfants, de déployer des techniques de torture et de mener des campagnes de « *nettoyage* » pour massacrer des communautés entières susceptibles d'entraver les opérations d'extraction d'or et de diamant à l'échelle industrielle par le groupe Wagner. Dans des entretiens avec The Sentry, des soldats impliqués dans ces activités ont témoigné que l'intention de Wagner est de créer la terreur et d'instiller la peur, non seulement

parmi les rebelles, mais dans l'ensemble de la population et parmi les soldats et les miliciens sous son contrôle.

Conséquence : 5,6 % de la population centrafricaine est décédée en 2022, ce qui représente « *plus du double des estimations pour tout autre pays dans le monde* », selon un récent rapport de l'Université Columbia, qui a directement lié l'ampleur de cette mortalité à la présence du groupe Wagner.

Parallèlement aux campagnes militaires brutales, le groupe Wagner a montré un vif intérêt pour les minerais de la Centrafrique, ciblant les sites miniers et menant de violentes attaques pour chasser les civils et en prendre le contrôle. « *Les sites miniers sont des cibles prioritaires. Nous ne faisons que nettoyer, pas besoin de parler, nous tuons seulement* », a déclaré à The Sentry un membre de la garde présidentielle déployé dans le cadre d'opérations militaires.

Les sociétés minières affiliées au groupe Wagner, principalement Lobaye Invest, Midas Ressources et Diamville, ont obtenu des licences minières et des autorisations d'exportation. La société militaire a également utilisé ses réseaux transnationaux en Centrafrique, au Soudan, au Cameroun, à Madagascar et en Russie pour construire un site de production industrielle dans le secteur aurifère qui échappe à la surveillance nationale et internationale.

Pour contrer les actions « *malveillantes* » de Wagner en Centrafrique et au-delà, le rapport précise que la communauté internationale, y compris les États africains, dispose de divers outils, dont l'établissement d'une coalition similaire à la Coalition mondiale contre Daech, en se concentrant particulièrement sur les flux de financement du groupe, le mouvement des combattants étrangers et la propagande ainsi que la désignation de la société militaire privée russe comme organisation terroriste.

AU MAROC, LE FRANÇAIS EST EN PÉRIL !

Il ne sera plus la langue administrative du pays

Au Maroc, le français, cette prestigieuse langue de Molière, l'une des deux langues parlées dans le royaume à côté de l'arabe, est en péril ! La ministre de la Transition numérique et de la réforme de l'administration impose la langue arabe aux administrations et établissements publics et privés comme langue officielle. Tous leurs contrats, correspondances, documents officiels ou les opérations menés avec leurs parties prenantes doivent se faire en arabe.

C'est ce qu'a souligné Ghita Mezzour, ministre de la Transition numérique et de la réforme de l'administration, dont les propos ont été rapportés par Al Akhbar dans son édition du lundi 3 juillet. Pour la ministre, l'utilisation de l'arabe comme langue officielle dans ces établissements n'est pas qu'une obligation constitutionnelle, mais elle a aussi fait l'objet d'un jugement de la part du Tribunal administratif de Rabat, confirmé par la Cour d'appel. Dans ce jugement, l'usage



du français par les administrations publiques a été considéré comme non réglementaire.

Toujours d'après Al Akhbar, Ghita Mezzour, qui intervenait en réponse à une question parlementaire, a rappelé que l'article 5 de la Constitution stipule que l'arabe demeure la langue officielle du pays, et que l'Etat œuvre à sa protection et son développement.

De même, conformément aux instructions royales, des mesures ont été entreprises dans ce sens comme la promulgation en 2020 de la loi 04.16 relative au Conseil national des langues et de la culture

marocaine, ou encore celle de la loi 54.19 relative à la charte des services publics qui garantit l'accès des citoyens à l'information dans le respect des deux langues officielles du royaume.

La ministre de la Transition numérique et de la réforme de l'administration a également cité la circulaire du Chef du gouvernement datant du 30 octobre 2018 et dans laquelle il oblige les administrations publiques et les collectivités locales à utiliser l'arabe et l'Amazigh.

Comme le rapporte le quotidien, les précisions de Ghita Mezzour sont intervenues suite à l'interpella-

tion du gouvernement sur ce sujet par Abdelkader Taher, député de l'USFP. Ce dernier avait fait remarquer que des entités publiques et économiques continuent de s'adresser aux citoyens avec une langue étrangère. Or, beaucoup ne la maîtrisent pas, ce qui constitue pour eux un risque de perte de leurs droits.

Notons par ailleurs que le Maroc dispose de deux langues officielles, qui sont l'arabe et l'amazighe, mais le français est aussi parlé et compris par la quasi-totalité des marocains. L'espagnol est répandu dans les régions du Nord et du Sud du Maroc.

La langue amazighe, dont l'alphabet est le Tifinagh, est le patrimoine commun de tous les Marocains.

Il sied de rappeler que le français a conservé un rôle en tant que première langue étrangère du pays – langue seconde généralisée-, et ce malgré une ambitieuse politique d'arabisation. Le français n'a pas de statut officiel de droit, puisque la constitution déclare que l'arabe est la langue officielle du Maroc.

Le français est souvent utilisé pour le commerce, la diplomatie ainsi qu'au sein du gouvernement en tant que langue véhiculaire.

MALI

Le Conseil de sécurité de l'ONU met fin à la MINUSMA

Clap de fin pour la Minusma. Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme immédiat, vendredi 30 juin, à la mission de maintien de la paix des Casques bleus au Mali – un retrait qui était réclamé par Bamako.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté vendredi la fin d'une mission de maintien de la paix au Mali, vieille de dix ans, dont la junte militaire au pouvoir a demandé le retrait des troupes.

Le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité une résolution qui commencera immédiatement à mettre fin à la mission de la Minusma, lancée en 2013 pour empêcher une prise de pouvoir par les djihadistes.

"Bien que nous regrettions



profondément la décision du gouvernement de transition d'abandonner la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation au Mali) et le tort que cela causera au peuple malien, nous avons voté en faveur de cette résolution car nous sommes en fin de compte satisfaits du plan de retrait que ce conseil vient d'adopter. Nous

appelons les parties signataires à poursuivre leur coopération et à éviter toute action qui mettrait en péril le cessez-le-feu," a expliqué Jeffrey DeLaurentis, haut diplomate américain, au Conseil de sécurité.

Ce vote intervient deux semaines après que le ministre malien des affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a stupéfié le

Conseil de sécurité en qualifiant la mission de l'ONU d'"échec" et en demandant qu'il y soit mis fin immédiatement.

Les relations du Mali avec les Nations unies se sont fortement détériorées depuis qu'un coup d'État, en 2020, a porté au pouvoir un régime militaire qui a également rompu la coopération en matière de défense avec la France.

"Nous regrettons profondément la décision du gouvernement de transition d'abandonner la Minusma et le tort que cela causera au peuple malien", a déclaré Jeffrey DeLaurentis.

Il a toutefois précisé que Les États-Unis avaient voté en faveur de la résolution parce qu'ils étaient d'accord avec le calendrier de retrait.

Selon une pratique de longue date des Nations unies, une mission de maintien de la paix doit être approuvée par le pays hôte.

L'INDUSTRIALISATION MILITAIRE COMME LEVIER DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE

L'exemple de la mise en service très prochainement d'une usine de production de munitions à Garoua (Cameroun)

Par Charly KENGNE

Le vendredi 30 juin 2023, le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la défense Joseph Beti Assomo était face aux députés de la nation. Il a indiqué que le Cameroun va désormais produire ses propres munitions. Et l'usine dédiée à cela sera implantée dans la ville de Garoua située au Nord du pays.

Bien relevant de la "Sécurité Nationale" et/ou de la "Défense nationale", il est clair qu'une pareille annonce très probablement aura un impact non seulement socioéconomique mais plus encore "Stratégique" d'où l'objet de notre analyse pour tenter d'en déceler les intérêts, les contraintes, difficultés en passant par le cadre normatif et juridique d'un tel projet.

I- QUEL INTÉRÊT PRÉSENTE CETTE USINE SUR LE PLAN ECONOMICO-STRATEGIQUE ET GÉOPOLITIQUE POUR LE CAMEROUN ?

L'annonce même de la construction d'une pareille usine de production de munitions par les autorités camerounaises prouvent déjà à suffire qu'il en existait pas sur l'ensemble du territoire national, à l'exception de quelques usines artisanales qui ont prospéré dû fait de la crise dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest Cameroun.

Comme pour dire qu'en attendant le jour où cette usine commencera à produire ces premières munitions, le Cameroun restera dépendant de certains pays ou puissances étrangères en approvisionnement des "munitions" ; ce qu'il faut rappeler dans un contexte de risque permanent d'une possible "guerre mondiale" ajouté aux défis et menaces sécuritaires auxquelles font face notre pays. Des réalités qui renforcent le sentiment de "vulnérabilités" auxquelles des solutions pérennes et adaptées devaient être trouvées.

Mais comme le dit une sagesse Africaine : "Vaut mieux tard que jamais", il est important de rappeler le caractère "NÉCESSITEUX" voir même "STRATÉGIQUE" de cette usine de production des munitions et ce pour plusieurs raisons :

1- SUR LE PLAN GÉOPOLITIQUE

Il s'agit d'un acte fort d'affirmation de sa "SOVERAINETÉ" par les autorités camerounaises quand on sait le monopole détenu par cer-



tains grands groupes industriels ou complexes industrialo-militaires et des États auxquels ils appartiennent pour toujours bloquer ou freiner pareilles initiatives en Afrique (Industrialisation Militaire) simplement pour déjà maintenir cette dépendance vis à vis de ceux-ci mais également que nous continuons à servir de points d'écoulement des produits dérivés de leurs industries militaires pour le bonheur de leurs économies.

2- SUR LE PLAN ECONOMICO-STRATEGIQUE

Il faut dire que la plupart des pays qui ont connu un "Boom Industriel", un "Boom économique" l'ont toujours fait autour de l'Industrie militaire. Ce sont les avancées technologiques dans le domaine de l'armement laissées par le 3e Reich qui ont façonné la qualité de l'Industrie Allemande (1ere économie d'Europe) que nous observons aujourd'hui.

C'est valable pour les États-Unis également avec leurs grands complexes industrialo-militaires sur lesquelles repose plus des 1/3 de l'économie du pays. C'est dire l'importance qu'il y a à doter son pays de capacités de productions militaires

auxquelles vont graver d'autres activités génératrices de revenus et créatrices de richesse.

Rappelons que dans la Zone franc, cette initiative est une première et donc une probable activité capable de faire entrer des devises dans le pays tout en renforçant le statut de "leader" dans la sous-région simplement en alimentant les pays voisins au Cameroun en "munitions" à l'exception bien sûr du Nigeria qui est beaucoup plus avancé que le Cameroun dans le domaine.

II- LES CONTRAINTES OU DIFFICULTÉS LIÉES À UN TEL PROJET.

Quoique louable et salubre non seulement pour le Cameroun et la sous-région Afrique Centrale, la mise en service d'une pareille usine de production de munitions revêt de nombreux défis. Parmi lesquels :

1-L'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRE PREMIÈRE

Ici les circuits de production et de vente sont majoritairement contrôlés par ceux et celles là qui veulent imposer et maintenir leur monopole sur le reste du monde.

2- LA RESSOURCE HUMAINE DE QUALITÉ.

Dans le contexte Africain et Camerounais en particulier, il faut dire très clairement que nos systèmes éducatifs n'intègrent pas la production d'ingénieurs et de spécialistes dans la matière et donc on devra obligatoirement chercher ailleurs. Vu la sensibilité de la chose, il y a deux (02) options qui s'offrent à nous :

- Soit recruter au sein de notre diaspora avec la mise sur pied d'un processus de recrutement rigoureux pour ne prendre que les meilleurs mais aussi de vrais "Patriotes" c'est à dire capable de travailler dans le Secret sans être influencé de l'extérieur ;

- Soit envoyer très rapidement les nôtres se faire former afin de revenir travailler sur ce projet (ce qui me paraît peu probable compte tenu du délai avec l'annonce déjà faite).

3- LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU SITE DE PRODUCTION.

Le choix de la région de l'extrême Nord du Cameroun pour abriter le site de production des munitions me paraît également être une variable à résoudre dans les défis à relever

pour la bonne marche de cette initiative. Simplement parce que cette région bien qu'elle soit plus calme aujourd'hui qu'elle ne l'était par le passé avec la présence du Quartier Général de la FMM (Force Multinationale Mixte) placé sous le commandement de la CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad) basé à Mora pour lutter contre Boko Haram, il n'en demeure pas moins qu'elle continue d'être l'objet d'attaques sporadiques de cette secte terroriste contre les populations et leurs biens dans cette partie du pays.

4- LA PRODUCTION ARTISANALE ET L' IMPORTATION DE MUNITIONS PAR LES GRANDS GROUPES COMMERCIAUX DE VENTES ET DISTRIBUTIONS D'ARMES ET DE MUNITIONS

Dans un rapport produit par les Nations-Unies qui faisait état des circuits par lesquels les armes et munitions arrivaient dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest (Zones de crise) Cameroun, il ressortait que c'est :

1- par la frontière avec le Voisin Nigérian ce qui met à jour un autre problème celui de la porosité de nos frontières ;

2- Par le fait de certains embuscades montées contre les Forces de Défense et Sécurité avec la confiscation du butin de guerre ;

3- Par une augmentation de la production artisanale dans cette région.

Cette production artisanale organisée qu'il va falloir combattre en plus du contrôle des flux d'importation en munitions par ces grands groupes commerciaux.

III- CADRE NORMATIF ET JURIDIQUE À METTRE EN PLACE.

Selon "L'APPERÇU DE LA GESTION DES ARMES ET DES MUNITIONS EN AFRIQUE : RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT 2022", voilà quelques domaines fonctionnels clefs de la gestion des armes et des munitions qu'il faut impérativement encadrer :

1- Un CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE AU NIVEAU NATIONAL

Qui consiste en des lois, décrets, règlements et/ou documents administratifs nationaux qui constituent la base de la structure de gouvernance nationale et bien sûr qui guidera la mise en œuvre du projet.

2- DES CONTRÔLES EFFICACES DES TRANSFERTS

Qui permettent de réglementer l'exportation, l'importation, le re-transfert, le transit/transbordement et le courtage d'armes conventionnelles , de munitions et de matériels connexes afin d'empêcher les transferts excessifs , déstabilisants et illicites qui constituent une menace

pour la Paix et la sécurité.

3- UNE GESTION EFFICACE DES STOCKS D'ARMES ET DE MUNITIONS CONVENTIONNELLES

Qui permet de garantir la disponibilité opérationnelle des forces de Défense et de Sécurité, de protéger les actifs stratégiques nationaux, de limiter le risque de détournement et de réduire le risque d'explosions non planifiées de stocks de munitions conventionnelles mal gérés et d'atténuer les effets.

4- LE MARQUAGE

5- UN SYSTÈME EFFICACE NATIONAL DE TENUE DES REGISTRES

Enregistrer de manière exhaustive toutes les phases du cycle de vie des armes et munitions conventionnelles relevant de la juridiction de l'État c'est à dire la production, le transfert international, le Stock national, la récupération dans la sphère illicite et l'élimination. Ensemble des systèmes efficaces de marquage et d'enregistrement constituent un système de comptabilité nationale qui permet aux autorités nationales compétentes de tenir un inventaire précis du stock national d'armes et de munitions conventionnelles, ainsi que d'identifier les points potentiels de détournement.

6- LE PROFILAGE ET LE TRAÇAGE DES ARMES ET MUNI-

TIONS

Qui consistent en l'examen systématique des informations relatives aux armes et aux munitions illicites depuis leur point de fabrication ou leur importation la plus récente, en passant par les lignes d'approvisionnement jusqu'au dernier détenteur légal, afin de déterminer le moment dans l'espace et dans le temps où l'article est devenu illicite.

7- LE TRAITEMENT DES MUNITIONS ILLICITES

Cela peut soutenir le processus judiciaire national en fournissant des informations et des preuves sur lesquelles les trafiquants illicites et les auteurs de violences peuvent être condamnés, contribuant ainsi à lutter contre l'impunité

OBTENEZ UN (01) CODE-BARRES ET UN (01) CODE QR AUX FRAIS UNIQUE DE 10.000 XAF*

Le **Code-barres 617** est l'identifiant pour la promotion du **Made in Cameroon.**



CONTACT
 +237 233 420 226
 +237 658 580 028
 info@gs1cm.org
 www.gs1cm.org



*Offre soumise à conditions...

Le Préfet du Wouri tire la sonnette d'alarme

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU LITTORAL
DEPARTEMENT DU WOURI
PREFECTURE DE DOUALA
SECRETARIAT PARTICULIER

BP: 4 033 – Tél. : (237) 233 42 83 11/ Fax : 233 42 44 56



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

LITTORAL REGION
WOURI DIVISION
SENIOR DIVISIONAL OFFICE
PRIVATE CABINET AFFAIRS

BP: 4 033 – Tél. : (237) 233 42 83 11/ Fax : 233 42 44 56

N° 38 /2023/CRP/C19/SP

Douala, le 03 JUL 2023

COMMUNIQUE-RADIO-PRESSE

Le Préfet du Département du Wouri, informe les populations de son Unité de Commandement, que les prévisions météorologiques signalent des fortes pluies diluviennes courant les mois de Juillet, Août et Septembre.

Celles-ci occasionneront à coup sûr de nombreuses inondations çà et là dans les différents quartiers de la ville de Douala.

Par ailleurs, il est à craindre des éboulements et des glissements de terrain sur des sites constitués de ravins aux sols sablonneux.

Aussi, face à ces zones à écologies extrêmement fragiles et aux fortes pluies annoncées, le Préfet recommande aux populations :

- de rester vigilantes ;
- de s'abstenir d'occuper les zones ainsi énoncées ;
- de se mettre rapidement à l'abri en cas d'inondation ;
- de cesser d'obstruer les caniveaux et les drains à travers nombre d'activités souvent décriées.

Le Préfet compte sur la bonne compréhension de ses administrés.

COPIE:

- GRL LIT/ ATCR
- SOUS-PREFETS/WOURI/LARGE DIFFUSION
- MAIRE VILLE DOUALA/LARGE DIFFUSION
- MAIRES CAD/LARGE DIFFUSION
- MEDIAS-LARGE DIFFUSION
- ARCHIVES/CHRONOS

LE PREFET DU WOURI



Aboutou Benjamin
Administrateur Civil Principal

La date du tirage au sort des éliminatoires zone Afrique connue



La Confédération Africaine de Football avance sur les éliminatoires zone Afrique de la Coupe du Monde 2026. Après avoir adopté le nouveau format, l'instance a annoncé le tirage au sort pour le 12 juillet 2023 à Cotonou. L'annonce a été faite jeudi lors de la réunion du Comité Exécutif en Algérie.

L'instance panafricaine tiendra sa 45e Assemblée Générale Ordinaire à Cotonou au Bénin le 13 juillet 2023. Mais 24h plus tôt, la Confédération Africaine de Football va procéder au tirage au sort officiel des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026. Ce sera le 12 juillet dans la capitale économique du Bénin comme annoncé jeudi lors de la réunion du Comité Exécutif. Ces éliminatoires impliqueront les 54 associations membres de la CAF.

Le nouveau format des éliminatoires zone Afrique est adapté au format élargi de la Coupe du Monde de la FIFA. Les 54 associations membres de l'instance panafricaine seront réparties en 9 groupes. Les vainqueurs de chaque groupe se qualifieront automatiquement pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Les quatre meilleurs deuxièmes (des Groupes) joueront dans un tournoi de barrage de la CAF. Le vainqueur de ce tournoi participera au barrage intercontinental

Par Achile Sack
Source: eurekanews

PVous êtes un particulier ?

Vous êtes une entreprise ?

Une association et autres ?

Vous êtes occupé et indisponible, malade ?
vous avez besoin d'une personne pour effectuer vos courses ?

Vous êtes dans la ville de Douala ?

Votre coursier #CT Express en tous lieux et en

tout temps est là pour vous.

Comment faire ?

Il suffit juste d'appeler le numéro qui est sur la fiche et le tour est joué.

NB : la course se fait uniquement à Douala et au frais du client.



VOTRE COURSIER EN TOUS LIEUX ET EN TOUT TEMPS!



2000F
La course

Vous êtes occupés et
Indisponibles?
Pas de stress



7J/7



24H/24



Douala



+237 678 221 755



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

CREDITS SCB

On a tout prévu pour vous



DES CRÉDITS POUR **CHAQUE ÉTAPE** DE VOTRE VIE

SCB SUKUL

- 48H
- Différé 3 mois

SCB FIDELITÉ

- Jusqu'à 84 mois
- Différé 3 mois

SCB SENIOR

- 60-69 ans
- Jusqu'à 15 000 000

NOUVEAU!!!

SCB IMMO

- Jusqu'à 15 ans
- Différé 12 mois

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec Conseil d'Administration
au capital de 10,54 milliards FCFA/FCM. N°RP 5.152 - RC/140/2611/M/92 - Direction Générale : 530, Rue du Roi George
B.P. 300 Douala (Cameroun) - www.scbcameroun.net

www.scbcameroun.net